



TRIBUNE Socialiste unifié

Hebdomadaire du parti

N° 62

15 JUILLET 1961

PRIX : 0,40 NF

Echec au partage

Le général de Gaulle a pratiqué avec succès en France une politique fondée sur le chantage. Il a réussi à prendre le pouvoir en mai 1958 en se présentant aux Français comme le seul rempart contre un putsch militaire qu'il encourageait par ailleurs ; il a utilisé la même méthode avant le référendum de 1958 et celui de 1961 en menaçant les Français de les abandonner — c'est-à-dire de nouveau de les livrer à un putsch militaire — s'ils ne votaient pas exactement comme il le désirait.

Le général de Gaulle a tenté d'utiliser des moyens analogues vis-à-vis des dirigeants algériens — mais jusqu'ici il n'a pas réussi. Il les a menacés, s'ils ne se montraient pas raisonnables et ne se soumettaient pas à ses conditions, de mener la guerre encore plus durement, il les a ensuite avertis qu'il créerait sans eux une « Algérie algérienne » ; il leur a enfin annoncé à plusieurs reprises la division éventuelle de l'Algérie et cette menace du partage semble être devenue en ce moment son argument principal.

Pourtant, ces chantages n'ont pas eu jusqu'ici de résultat et ne semblent pas devoir mieux réussir à l'avenir. C'est qu'en effet il faut deux conditions pour qu'un chantage puisse être couronné de succès. Il faut d'abord que la menace soit sérieuse, qu'elle soit ressentie par l'adversaire comme devant créer une situation pire que celle dans laquelle il se trouve, il faut ensuite que cet adversaire n'ait pas le sang-froid ou l'esprit combatif nécessaires pour relever le défi. Quand de Gaulle menaçait les Français de la guerre civile, il les menaçait d'une éventualité plausible, encore que « gonflée » par la propagande gaulliste. Et il avait devant lui un peuple vivant confortablement, désirant garder ce confort et cette paix, et dépourvu de tout grand chef de file capable de le réveiller et de le pousser à réagir.

Dans le cas des Algériens, la situation est différente. Il se trouve devant un peuple qui a touché le fond de l'abîme et qui ne peut pas être beaucoup plus malheureux qu'il ne l'est actuellement. Des dirigeants combattifs et qui ont acquis leur prestige dans la lutte, sont suivis presque aveuglément par la quasi-totalité de ce peuple. Enfin, les menaces du général de Gaulle — compte tenu de cette situation — se sont révélées faibles et inefficaces, des « tigres de papier » comme disent les Chinois. La guerre à outrance n'a pas aggravé fondamentalement la situation militaire du F.L.N. et n'a pas entamé son influence politique. L'Algérie algérienne, que ce soit sous la forme des pseudo-élus ou sous celle de l'exécutif administratif, a fait long feu. Quant au partage, il ne pourrait avoir une valeur de chantage que s'il pouvait être imposé sans le consentement du G.P.R.A. — c'est-à-dire, à la limite, réalisé de facto sans lui. C'est d'ailleurs ce que semblent préfigurer les derniers discours du général de Gaulle et les derniers mouvements de troupes.

Mais une telle opération aurait militairement et diplomatiquement de grands avantages pour le F.L.N. auquel il laisserait la possibilité, sans s'engager diplomatiquement en aucune façon vis-à-vis des Français, d'installer officiellement son pouvoir en territoire algérien, d'être reconnu « de jure » par nombre de gouvernements qui ne le reconnaissent que « de facto », de renforcer son armée régulière, de constituer peut-être une aviation — cependant que la France devrait continuer la guerre et maintenir des effectifs à peine diminués. On peut se demander qui est davantage menacé par cette solution ; que l'on puisse poser la question suffit presque à démontrer l'inefficacité d'un tel chantage.

En fin de compte, ce genre de politique exige un jugement très fin et très exact de la valeur du moyen de pression et du tempérament de ceux que l'on veut impressionner. De Gaulle a réussi en France parce qu'il a bien apprécié nos compatriotes et la gravité du péril qu'il pouvait leur faire craindre. Dans l'affaire algérienne il a procédé ne « marche pas ». Peut-être, par conséquent, vaudrait-il mieux l'abandonner derechef, et jouer cartes sur table avec des atouts réels : c'est-à-dire négocier purement et simplement. Sans nouveaux coups de théâtre. Sans ruptures qui n'encouragent que les militaires fascistes. Sans chantages qui font « long feu » — après avoir toutefois prolongé la guerre, ses destructions et ses massacres.

Claude BOURDET.

**“Lorsqu'on discute,
il n'y a plus ni supérieur,
ni inférieur, ni titre,
ni âge, ni nom :
rien ne compte
que la vérité.
Devant elle,
tout le monde est égal.”**

Romain Rolland.

M. Boulharouf (A.D.P.) M. de Leusse



N
É
G
O
C
I
E
Z

- La crise paysanne et le socialisme, par Serge Mallet, (en page centrale)
- Renault : Le Pouvoir contre les Travailleurs, par Lucien Rioux, (en page 7)
- Koweït : Prospérité ou Guerre ? par Bernard Fresneau, (en page 8)

Instituteurs

Un Congrès animé

Le congrès du Syndicat national des instituteurs qui vient de se tenir à Paris, s'annonçait violent. Il l'a été : rarement les discussions entre tendances ne sont apparues aussi tendues, aussi dures, aussi passionnées. Il faut remonter au congrès de 1957 et aux heurts sur l'affaire Lougoux, pour retrouver un tel climat. C'est que les problèmes évoqués, salaires, laïcité, Algérie, intervention du S.N.I. dans la vie politique française, étaient des problèmes importants graves pour l'avenir du Syndicat et pour celui de la nation. C'est aussi parce que cette année, une attaque généralisée était menée contre la personne même du secrétaire général du S.N.I., Denis FORESTIER. Depuis, le tournant sur l'unité pris il y a quelques mois par le P.C., Denis Forestier est devenu, pour les communistes, une bête noire, un homme à abattre. FORESTIER n'a pas été abattu, mais la majorité a diminué. Dans la plupart des votes, il a obtenu environ 60 % des mandats. Il en obtenait 63 % l'an dernier. La tendance ex-cégétiste a bénéficié des pertes de la majorité : 32 % des mandats contre 29 %. Quant à la troisième tendance, l'Ecole émancipée, qui regroupe des éléments d'extrême-gauche — syndicalistes révolutionnaires ou trotskystes — son pourcentage s'est maintenu : 8 %.

Un élément a surtout influé en faveur des adversaires du courant majoritaire : le retrait du mot d'ordre de grève des examens et l'acceptation d'un compromis avec le Gouvernement sur les « indices terminaux ». Pour une grande partie des instituteurs, la bataille des indices terminaux dépassait l'enjeu réel de la lutte. C'est moins une amélioration des fins de carrière qu'un reclassement total des enseignants qu'ils réclamaient. Quand la direction du S.N.I. a accepté un compromis qui n'était pas négatif d'ailleurs, elle pouvait mettre en avant une argumentation sérieuse : il n'était pas certain qu'une grève des examens eut donné de meilleurs résultats ; de plus, elle constituait une épreuve de force avec le pouvoir et rien ne dit que les instituteurs aient été prêts, dans leur majorité, à l'engager. Les minoritaires

pensaient autrement ; ils l'ont affirmé à maintes reprises ; ils en tirent aujourd'hui le bénéfice.

Cela dit quelles ont été les thèses en présence ?

— Sur l'ALGERIE : le texte majoritaire adopté par le congrès continue à mettre l'accent sur les problèmes qui s'opposent à la paix : problème des garanties aux minorités notamment. Il prend position en faveur d'une Algérie indépendante associée à la France. La motion ex-cégétiste se refuse à envisager ces problèmes pour imposer la « négociation avec le G.P.R.A. et l'application loyale de l'autodétermination ». Enfin, l'Ecole émancipée, fidèle à sa conception de l'internationalisme prolétarien, appelle à une lutte directe contre la guerre et repousse comme une duperie la politique de l'autodétermination.

— Sur l'ACTION LAIQUE, les majoritaires annoncent une reprise de la lutte contre les textes Debré. Mais ils continuent à défendre la tactique suivie jusqu'ici : organisation de la lutte par un Comité national d'Action laïque dirigé par le S.N.I. Ils refusent notamment d'admettre la création de comités de base (réclamée par les ex-cégétistes). De tels comités seraient, pensent les majoritaires, trop facilement noyautés par les communistes.

— Sur la POLITIQUE DU SYNDICAT, une offensive d'ensemble est menée par les communistes. On reproche à la majorité, notamment, son rôle dans l'organisation des manifestations du 27 octobre. On lui reproche aussi — et là les communistes ne sont plus seuls — son initiative du 19 janvier dernier qui rassemblait, sur une même déclaration sur l'Algérie, les signatures du S.N.I., de la C.F.T.C., de Force ouvrière et de la S.F.I.O. Aux yeux de nombreux militants, même majoritaires, la déclaration du 19 janvier apparaît comme une tentative de constitution d'une troisième force.

Robert LEROUX

Maurice Herzog et la Jeunesse : Caporalisation (Suite)

« Nous attendons avec impatience de voir de quelle manière les groupements de jeunes assemblés dans le G.E.R.O.J.E.P. vont réagir », écrivions-nous ici même voici une semaine, à la suite des décisions de M Herzog concernant d'une part la représentation de l'U.N.E.F. au sein du Centre des Œuvres, d'autre part au sujet des subventions supprimées à l'O.S.S.U. Le même jour, un communiqué signé par les délégués de quarante huit mouvements de jeunes paraissait dans la presse.

Pour l'essentiel, il s'inquiétait des pressions dirigées contre l'U.N.E.F. à l'encontre de ce que disait le Haut-Commissaire à la Jeunesse et aux Sports qui réaffirmait huit jours plus tôt sa volonté de préserver l'indépendance des mouvements. Il s'élevait ensuite contre la décision de ne pas accorder les subventions prévues pour le festival étudiant de Poitiers lequel « ne se situe pas dans un contexte politique (et considérait) que la représentation de l'U.N.E.F. lui est assurée par la confiance constante de la grande majorité des étudiants ». Enfin les quarante huit organisations s'élevaient « contre cette attitude caractéristique à l'indépendance des Associations de jeunesse » demandaient « le rétablissement de la subvention de l'U.N.E.F. pour le festival culturel de Poitiers », estimaient « que si de telles pressions continuaient à s'exercer la collaboration entre le Haut-Commissariat à la Jeunesse et aux Sports et les associations de jeunesse risquerait d'être remise en cause ».

Depuis, à notre connaissance la situation est demeurée inchangée. Les subventions n'ont pas été rétablies, le projet des deux sièges accordés à la Fé-

dération Nationale des Etudiants de France » au sein du Centre National des Œuvres universitaires demeure acquis. Il faudrait donc traduire la volonté indiquée par le texte des quarante huit mouvements en mesures concrètes. Faute de quoi on peut être assuré de voir, dans les mois à venir, d'autres mesures tentatives à l'indépendance des mouvements. Cette affaire prend d'ailleurs la valeur d'un test : ou les organisations regroupées dans le G.E.R.O.J.E.P. le comprendront ou elles s'en tiendront à la prudence adoptée l'année dernière lors de la suppression des subventions de fonctionnement à la même U.N.E.F. On voit aujourd'hui que la technique du grignotage commence à porter ses fruits. C'est la représentativité d'une organisation aussi évidemment représentative que l'U.N.E.F. qui est remise en cause, chose impensable voici un an. Pour y répondre il n'y a pas de demi-mesures. Que les quarante-huit mouvements suspendent toute collaboration avec les organes officiels. On verra quelle politique de la jeunesse M. Herzog peut envisager sans les jeunes.

Émile COPFERMANN

RECTIFICATIF

Nous avons annoncé, la semaine dernière, l'arrestation à Marseille d'Adrien Bessone et de Robert Bonnaud que nous présentions comme « deux camarades du Parti ». Nous avons commis là une erreur qu'un souci d'objectivité nous oblige à rectifier.

Adrien Bessone, ouvrier miroitier, appartient bien en effet à la 10ème Section de Marseille du P.S.U. Quant à Robert Bonnaud, professeur agrégé, qui était naguère secrétaire de l'U.G.S. dans les Bouches-du-Rhône, il n'a pas adhéré au P.S.U. après la fusion à laquelle il était hostile. Ce fait n'a d'ailleurs pas empêché la Fédération P.S.U. des Bouches-du-Rhône de protester contre son arrestation en approuvant la motion des professeurs du Lycée Périer.

Bessone et Bonnaud ont été déferés au Parquet et écroués à la prison des Baumettes.

La Fédération du P.S.U. a lancé un appel à la solidarité et ouvert une souscription pour venir en aide à René Bessone et ses deux enfants actuellement sans ressources. Les versements sont reçus au C.C.P. : Leforestier Marcel, Marseille 883.14.

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom

Prénom

Adresse

.....

A adresser : P.S.U., 8, rue Henner, Paris (9^e).

Meurtres sans criminel...

ON connaît l'histoire : M. Louis Thomas abat, à Lyon, le 11 novembre dernier, au cours d'une rixe — vraisemblablement provoquée — un jeune musulman sans arme : Abbès Fellahi.

Qui est le meurtrier ? Celui qui a comparu devant les jurés du Rhône est un ex-président de l'Association des Combattants de l'Union Française (A.C.U.F.), activiste notoire, une sorte de provocateur violent et démagogue mêlé aux milieux réactionnaires de la cité lyonnaise. Quels crimes peuvent lier cette société guidée à ce genre d'homme ? On aurait pu l'apprendre au cours du procès s'il y avait eu un véritable procès, mais on ne le saura peut-être jamais. Pourquoi aurait-on pu le savoir ? Tout simplement parce que le fanaron Thomas menaçait de tout dévoiler : nous citons ces extraits d'une lettre du personnage à Yves Gignac, le secrétaire national de l'A.C.U.F. — parus dans Le Monde :

« Je vais montrer à la face du public les agissements dans l'ombre, depuis trois ans, de ceux qui sont contents de me voir en prison. J'ai bonne mémoire et montrerais par qui les équipes activistes étaient protégées et équipées... Bien entendu, les mouvements de gauche en seront les bénéficiaires. Aucune importance... J'accuse ceux que nous avons aidés de m'avoir mis dans un tel bain !!! ».

Difficile d'être plus clair. Encore que pour la compréhension du texte, quelques noms eussent mieux illustrés le topo. Mais les « mouvements de gauche » n'auront bénéficié de rien, car le volubile Thomas s'est tu devant le tribunal. Entre temps, le jury a acquitté l'honorable Louis Thomas, comme non coupable du meurtre du Français musulman Abbès Fellahi. Le tueur a bénéficié du doute, mais l'Algérien est bel et bien mort ; or les contradictions, les allusions, les provocations de l'accusé n'ont nullement choqué le jury populaire !

Où est la Justice ?

J'ignore si le très estimable ministre de la Justice a le droit de faire appel à minima, mais je doute que M. Edmond Michelet — qui sait par expérience le prix de la vie — et qui, par son engagement personnel, a pu jauger le poids de l'honneur, je doute qu'il soit très fier du verdict de Lyon.

Car enfin, il ne s'agit pas seulement d'une bagarre stupide où un geste malheureux entraîne mort d'homme. Il s'agit d'un Français de la métropole qui tue sciemment un jeune Algérien (« Français musulman »). Le premier est un activiste connu par ses violences de comportement et de langage, c'est une sorte d'homme de

main des tenants de l'Algérie française, cette politique qui se réclame — comme le meurtrier Thomas — du général Salan, autre pourfendeur des Républiques vacillantes.

Triste constatation du sens de l'honneur de ce régime qui se voulait dur et pur : ou bien les criminels sont acquittés ou récompensés, ou bien on facilite leur fuite. Faut-il des noms ?

— Kovacs (il a tué le commandant Rodier en tentant d'assassiner Salan) : en fuite organisée ;

— Lagailarde, Ortiz et leurs amis... (tuent quelques C.R.S. en tentant d'assassiner la V^e République, le 24 janvier) : en fuite ; les autres s'en tirent sans grand mal ;

— Une tentative d'étranglement du régime se termine — pour les fomenteurs — par des peines soulageantes ;

— Des officiers torturent, liquident froidement l'adversaire dans le huis-clos des prisons algériennes, ils reçoivent avancement de grade et distinctions honorifiques.

Jusqu'au dégoût de la pourriture

Pourquoi donc se gêner ? Le meurtre n'est-il pas devenu un moyen de convertir ? On tue sans risque. De part et d'autre — car nous n'excusons aucun terrorisme — on s'entretue. Au moins peut-on reprocher à l'adversaire son manque d'humanité, son insuffisance de culture, sa sauvagerie ; mais alors, il faudrait lui présenter un visage serein, un comportement digne de la civilisation qu'on prétend vouloir lui imposer.

Au lieu de cela, on lui démontre une Justice partielle, raciste et bornée qui ajoute au drame de notre société. Une société pourrie qui ne sait plus le Droit et la Justice et qui, en acquittant celui qui tue, condamne sa victime.

Ce délabrement mortel qui nous atteint est grave de conséquences pour nos héritiers, à qui nous ne léguons que l'apologie de la violence aux dépens des vraies valeurs morales.

A moins qu'un sursaut permette aux hommes de faire l'expérience d'un vrai socialisme ; mais, il ne faut pas le dissimuler, cela commencera par le jugement des coupables... et par celui des Ponce Pilate d'occasion.

Nous prenons acte de ces âmes « perverses », « habituées » dont parle Péguy, responsables, dans leur bonne conscience repue, de l'abaissement du sens moral. Jusqu'au dégoût de la pourriture.

Bertrand RENAUDOT

Le Billet de Jean Binot :

Plaidoyer pour un subalterne

Il y avait une fois un monarque vieillissant et vaniteux. Pas un discours de lui qui ne comportât le mot de grandeur ; pas un geste qui ne traduisit son aptitude souveraine à ne rien résoudre, hors à se perpétuer comme un anachronisme.

Pour donner le change, car il excellait à ruser, il avait maintenu sous forme de décor la façade illusoire des institutions abolies : gouvernement, parlement — mais il entendait décider de tout, un seul article y pourvoyant.

Toutefois avait-il pris à son service, en qualité de premier nécessaire, un personnage unique, inimitable — soumis à son maître, mais dur et cassant avec tous — l'abord d'un gardien de pénitencier joint à l'éloquence d'un juge d'instruction ; de sorte que les figurants, dans leur théâtre d'ombres, s'en prenaient à lui, n'ayant rien d'autre à faire (n'ayant surtout pas le front de s'en prendre au roi) et réclamaient qu'on les débarrassât de ce bouc émissaire.

Eh bien ! ces figurants-là erraient et, croyant faire le procès du factotum, ils instruisaient le leur.

Car enfin, leur souffre-douleur, leur bête noire — et que dire d'autre ? — n'était après tout que l'expression publique du bon plaisir d'En-Haut — et de s'en prendre à lui, chétif, révélait couardise et bassesse d'âme.

On ne crie pas à mort contre le chien qui vous mord aux jarrets, on demande raison à celui qui vous le lâche dans les jambes.

En l'occurrence au maître qu'on s'est donné par refus de vivre debout.

La saison des aveux

VOICI venue la saison des aveux. Le trouble du pays retentit jusqu'au parlement, jusque dans les groupes les plus féaux, jusqu'au sein de l'U.N.R.

A propos de quelques attitudes actuelles...

Mollet déclare devant l'Assemblée Nationale (30 juin) : « En méprisant le parlement, le gouvernement fait courir un risque grave à la République et à la Nation. Le chef de l'Etat multiplie les appels à l'unité, mais ce la passe par dessus la tête des parlementaires. La violence, la désunion, sont partout... On se trouve soudain sans autorité véritable ».

Chaban-Delmas, président de l'Assemblée, donc troisième personnage officiel de l'état gaulliste, fait quelques constatations amères (7 juillet) :

« Si le contrôle parlementaire n'a pas encore fonctionné, et à beaucoup près, à plein rendement, les difficultés majeures ont tenu à l'exercice de la fonction législative du parlement... C'est un fait que depuis le début de la session la situation psychologique est allée en se détériorant dans l'esprit de l'Assemblée... Celle-ci ne saurait devenir une simple chambre d'enregistrement ».

Defferre enfin, au cours d'un débat sur l'Algérie, au demeurant tout à fait inutile puisque sans aucun effet sur l'homme qui détient le pouvoir réel, déclare au Sénat :

« Si en juillet 1958, un orateur avait décrit l'état actuel de la France et notamment l'évolution du problème algérien, il n'aurait été cru par personne ». (6 juillet 1961).

Ce qu'il aurait été beaucoup plus difficile de croire c'est que ces trois hommes aient une telle aptitude à l'oubli et une aussi grande virtuosité pour la volte-face.

...et antérieures

Ces maux qu'ils déplorent ou feignent de déplorer aujourd'hui, l'incohérence de la politique algérienne, la prolongation de la guerre, l'absence de tout contrôle démocratique, l'impuissance des assemblées représentatives, les dangers et l'impuissance du pouvoir personnel, n'en portent-ils pas leur très lourde part de responsabilité ?

Ils ont voté l'investiture du général de Gaulle.

Ils ont accepté sa constitution et appelé le pays à voter oui au référendum de septembre 1958.

Ils ont accordé les pleins pouvoirs après les événements de janvier 1960.

Ils n'ont élevé aucune protestation contre le recours aux dispositions de l'article 16, au demeurant inscrit dans cette Constitution dont ils ont garanti le caractère démocratique.

Que Mollet s'en prenne à lui-même et non à Debré qui, après tout, n'avait jamais dissimulé ce qu'il voulait.

En août 1958, dans une lettre aux militants de la S.F.I.O., pour apaiser leurs craintes, il affirmait péremptoirement :

« La République est-elle menacée? Je dis non : l'ordre républicain se rétablit-il difficilement, mais sûrement? Je dis oui. Les libertés fondamentales sont-elles assurées? Oui ».

Parlant de l'article 16, il disait encore : « que craignent ceux qui s'opposent à ce texte? qu'un président autoritaire, aspirant au pouvoir personnel, ou qu'un président faible, apeuré par les événements, ne puisse décider seul que la situation justifie son entrée en jeu et qu'il ne prenne tous les pouvoirs en chassant le gouvernement et le parlement... J'affirme que dans sa nouvelle rédaction, L'ARTICLE 16 NOUS DONNE SATISFACTION A TOUS ».

Quant à Defferre, il devrait s'avancer plus loin dans la voie de l'auto-critique.

Il est vrai qu'il a justifié son ralliement au gaullisme essentiellement par l'espoir que de Gaulle résoudrait rapidement le problème algérien. La phrase qu'il vient de prononcer devant le Sénat a donc bien une valeur d'aveu : les espérances de 1958 ont été déçues et Defferre, comme tant d'autres, s'est trompé. Mais a-t-il le droit de dire qu'en ce temps tout le monde partageait ses illusions?

De justes prévisions

On sait bien que non. Et lui aussi le sait. S'il ne les a pas conservées dans ses dossiers, rappelons-lui ce qu'écrivaient alors, à la veille de quitter la S.F.I.O., certains militants de ce parti :

« La tension s'aggravera lorsqu'il apparaîtra que le gouvernement de Gaulle n'aura pas apporté de solution au problème algérien. Le verbiage sur l'intégration n'a nullement modifié les données du problème. LES DECEPTIONS SONT INEVITABLES : déception de ceux des éléments de l'armée qui ont sincèrement cru à cette solution, déception de l'opinion métropolitaine à qui l'on demandera la poursuite de l'effort financier ».

Ceci aussi date du mois d'août 1958. De telles prévisions étaient aisées. Seuls ne pouvaient les faire ceux qui, par crainte d'affronter l'opinion dominante et par souci de se laisser porter par les démagogues de l'heure, refermaient volontairement les yeux.

Les pleurnicheries de Mollet et Chaban-Delmas sur « le déséquilibre des pouvoirs », les indignations calculées de Defferre sur la guerre d'Algérie, procèdent des mêmes considérations. Ils se gardent bien cependant de mettre en cause le seul, le vrai responsable : de Gaulle. Ils ne s'en prennent pour l'instant qu'à Debré, car ils sont encore empêtrés de leurs positions antérieures en faveur de de Gaulle et de son système.

N'ayons cependant aucune illusion : ils n'en sont pas à un retournement près.

A nous donc de rappeler sans cesse la part de responsabilité que de tels hommes et leurs partis portent dans la situation présente. A nous de ne pas leur permettre de spéculer éternellement sur l'oubli pour se livrer une fois de plus à une gymnastique de rétablissement. L'assainissement de la vie politique en France suppose d'abord que l'opinion publique juge les hommes et les partis sur leur clairvoyance, sur leur courage et sur leurs actes.

Pierre LUQUET

Communiqué du P.S.U.

L'Algérie vient d'être une fois de plus le théâtre d'incidents sanglants. La journée du 5 juillet a été marquée à nouveau par une répression brutale contre le peuple algérien.

Ces dramatiques événements démontrent la faillite de la politique de ruses et de manœuvres dilatoires du Pouvoir gaulliste qui, après avoir accepté le principe de l'autodétermination, tente par tous les moyens de retarder son application.

Obligé de renoncer à toutes les fausses solutions qu'il a envisagées auparavant, comme la constitution d'une troisième force et l'installation d'un exécutif algérien provisoire, le général de Gaulle se livre à un nouveau chantage : ou l'acceptation de l'association entre la France et l'Algérie dans les formes qu'il prétend imposer, ou le partage.

Le partage de l'Algérie ne peut avoir d'autre conséquence que la prolongation du conflit, puis son extension à l'ensemble de l'Afrique du Nord, enfin son internationalisation. Cette tentative se retournera contre la France.

L'association ne peut avoir de valeur que si elle est acceptée



Guy Mollet à Defferre : « ...l'article 16 nous donne satisfaction à tous ».

(AGIP)

L'impasse

LORSQUE ce numéro parviendra à nos lecteurs, le général de Gaulle aura prononcé un nouveau discours. Sera-t-il cette fois moins ambigu qu'à l'ordinaire? On n'ose pas l'espérer; la netteté n'est pas dans sa manière.

La clarté serait pourtant plus nécessaire que jamais. Qui pourrait, à l'heure actuelle, définir avec précision la politique algérienne de la France? La confusion est à son plus haut degré.

On n'en finirait pas d'énumérer les solutions imaginées par de Gaulle et successivement abandonnées, qui parle encore de la création d'un exécutif algérien provisoire, envisagé au moment du référendum du 8 janvier? Qui croit encore aux chances d'une troisième force, qui a pu paraître un moment le grand espoir de l'Elysée? Le préalable du « couteau au vestiaire » est-il maintenu? A-t-on définitivement renoncé aux négociations parallèles avec les « autres tendances »? Veut-on encore s'obstiner à traiter à part le problème du Sahara?

On ne sait même plus si le partage de l'Algérie est un des éléments de la stratégie gaulliste. On avait pourtant bien des raisons de penser que l'affaire devait être prise au sérieux. L'idée était déjà avancée dans le discours du 16 septembre 1959. Toutes les allocutions prononcées au cours du voyage en Lorraine donnaient l'impression que le général de Gaulle voulait mettre l'accent sur le regroupement qui est bien, quoi qu'on dise, l'équivalent d'un partage. D'ailleurs, devant l'Assemblée, Joxe, quelque peu

empêtré dans les contradictions et les variations du régime, s'était maladroitement attaché à montrer que l'éventualité d'un partage n'était pas un élément nouveau de la politique gaulliste. Et là-dessus, le ministre de l'Information, à l'issue d'un conseil des ministres, déclare avec assurance : « Le mot de partage n'a jamais été prononcé par une voix officielle ».

Après cela, quel crédit accorder encore aux propos des ministres et à ceux de de Gaulle?

Le signe d'un désarroi

Sans doute, à l'origine, la confusion et l'ambiguïté ont-elles été voulues et calculées : elles ont toujours été considérées par de Gaulle comme un article essentiel de son art de gouverner. Mais aujourd'hui elles sont bien davantage le signe d'un désarroi.

Tous les événements des derniers mois ont marqué l'échec de toutes ses ruses successives.

En décembre, il s'orientait vers « l'Algérie algérienne », croyant séduire la population musulmane par la perspective d'une indépendance octroyée par dessus la tête du G.P.R.A. Il a reçu en réponse les cris des manifestants : « Algérie indépendante ! Vive le F.L.N. ! Vive Ferhat Abbas ! »

A la veille de la négociation d'Evian, il a fait dire par Joxe que des négociations seraient engagées avec d'autres représentants du peuple algérien. Le seul résultat a été, un nouveau retard à l'ouverture des pourparlers et les manifestations du 5 juillet ont révélé, plus encore que l'opposition au partage, un progrès de l'audience du F.L.N. par rapport à décembre 1960.

Il a fondé de grands espoirs sur les convoitises excitées par le Sahara. Il espérait opposer le G.P.R.A. aux gouvernements de Tunis, de Rabat, de Bamako. Tour à tour ces gouvernements ont proclamé leur solidarité avec le G.P.R.A. et leur volonté de ne rien entreprendre actuellement qui risquerait d'affaiblir la position du G.P.R.A.

Politique du pire ?

De Gaulle s'est trouvé sans cesse dans la position d'un homme qui veut exercer un chantage, alors qu'il n'a pas réellement les moyens de faire chanter.

A quoi toutes ces astuces illusives peuvent-elles aboutir, sinon à compromettre encore un peu plus les chances d'une coopération entre la France et l'Algérie, à creuser chaque jour davantage le fossé entre Musulmans et Européens en prolongeant et en augmentant la tension née de l'incertitude et des craintes qu'éprouvent les uns et les autres ?

Au point où l'on est arrivé, on peut se demander si de Gaulle n'est pas déterminé à pratiquer la méthode du tout ou rien, c'est-à-dire la politique du pire : du moment que nous ne parvenons pas à imposer nos conditions, envisageons plutôt la rupture complète avec l'Algérie, dut-elle sombrer dans le chaos et dussions-nous envisager un rapatriement massif et précipité des Européens.

R. VERDIER

Le 6 juillet 1961

La crise paysanne et le Soc



Les rapports avec le pouvoir sont aujourd'hui ressentis comme des rapports de force

A.D.P.

Nous publions, ci-dessous, la suite de l'importante étude que notre collaborateur, Serge Mallet, a consacrée à « La crise paysanne et le Socialisme ». Dans le dernier numéro de Tribune Socialiste, l'auteur a analysé les causes du malaise paysan ; aujourd'hui, il replace le monde paysan dans la société actuelle, définit son rôle et son importance ; pour conclure, Serge Mallet situe les positions socialistes telles que les conçoit notre Parti.

les revendications essentielles et éviter que le gouvernement ne les noie dans un déluge de textes secondaires. Libre au Parti communiste, soucieux d'apparaître dans la « queue de l'action » pour faire oublier son attitude équivoque des premiers jours, de jouer avec les nerfs de la paysannerie : il n'en attend qu'une exploitation démagogique. Mais nos camarades, soucieux de permettre à la paysannerie de reconstituer ses forces pour sa prochaine offensive, devront lui rappeler qu'en certaines circonstances « il faut savoir terminer une grève » ! (2).

Une prise de conscience

NATURELLEMENT — et de nombreux camarades le feront — on ne manquera pas de critiquer « l'optimisme » de cette analyse. Cette critique sera seulement moins vive qu'elle ne le fut il y a un an, voire deux lorsque dans France Observateur j'analysais les mutations en train de se produire dans les campagnes françaises.

Ceux qui aujourd'hui sont surpris par la poussée de fièvre des campagnes ont eu tort de ne pas avoir, à l'époque, assimilé le conseil le plus vivant, le plus permanent de la dialectique marxiste : « que ce qui importe, c'est ce qui naît et se développe... »

Il est vrai que la masse des paysans n'est pas toujours, dans la lutte et dans la formulation des revendications, au même niveau ; il serait bien étonnant qu'il en soit ainsi ; ce qui compte, c'est que les revendications formulées par une avant-garde soient acceptées par les masses. C'est que, sur la base de ces revendications de réformes profondes de structure, soit en train de s'élargir le fossé entre la paysannerie laborieuse et la couche de notables qui assurent sa représentation politique ; que les rapports avec le pouvoir soient aujourd'hui ressentis comme des rapports de force, même si ces rapports incluent à certains moments des compromis.

Et certains militants ont, je dois le dire, une attitude négative dans l'appréciation de ces compromis. Ils oublient trop facilement que, selon l'expression employée par André Barjonnet et notre camarade Pierre Le Brun : « dans l'image d'Epinal du syndicalisme ouvrier, la grève tient la première place ; dans l'histoire réelle, les discussions paritaires jouent un rôle essentiel... » (1).

Pour ma part, je ne considère pas que l'attitude actuelle des dirigeants de la F.N.S.E.A., unanimes sur ce point, conseillant une pause dans le mouvement, soit une « trahison ». Cette pause est économiquement nécessaire ; car les paysans ne peuvent se permettre d'abandonner éternellement leurs travaux. Elle est psychologiquement justifiée, car les ouvriers en vacances admettent aussi mal les barrages de routes que les grèves de cheminots. Elle est utile pour clarifier

Tous victimes d'un même système

Un camarade de Brest nous a écrit les réflexions que lui suggère l'article de Tanguy-Prigent (n° 60 du 1er juillet) et le problème paysan.

On note que ce camarade est un patron-pêcheur. Or il constate que trop de citoyens méconnaissent la gravité du mal et en sont encore au temps des « lessiveuses pleines de billets ».

Pour réagir contre cet état d'esprit notre camarade écrit :

« Paysans, pêcheurs, ouvriers, consommateurs des villes, nous sommes tous victimes d'un même système de distribution.

La pomme de terre payée 8 F le kilo au producteur est vendue 30 F.

La pêche, achetée 20 à 30 F le kg est revendue à Brest 160 francs le kg.

Le crabe, acheté 40 F le kg au pêcheur, est revendu 200 F à 800 mètres de distance.

Le bétail baisse de 50 F au kg mais le beefsteak augmente.

Les seuls bénéficiaires sont les expéditeurs, mareyeurs, mandataires... que les paysans, les ouvriers et les consommateurs s'entendent contre eux. »

Reste l'objection fondamentale de beaucoup de nos camarades : « Mais les élections cantonales, encore récemment, ont prouvé que ces hommes votent pour des candidats réactionnaires ; comment pouvons-nous les considérer comme des gens en marche vers le socialisme ? »

Est-il permis de rappeler que si l'on avait analysé les votes des ouvriers dans les années 1900, on aurait abouti au même constat. Toute l'histoire politique nous apprend que le dernier refuge de l'idéologie, au sens marxiste du terme : « reflet déformé de l'aliénation sociale », est dans la motivation politique. C'est là que la tradition, la coutume, la paresse intellectuelle, la peur s'expriment avec le maximum de vigueur. Il nous faut ad-

mettre comme un donnée de fait cette contradiction : les paysans du Massif Central qui, en dépit de toutes les pressions des notables, du haut-clergé, des autorités bien souvent, élisent triomphalement Viel en Puy-de-Dôme ou Bruel en Aveyron à la tête de leurs organisations syndicales, votent pour Giscard d'Estaing ou Boscary-Monservin, leurs vieux adversaires, aux élections législatives. Il en sera sans doute ainsi longtemps et ne s'en affligeront trop que ceux qui se soucient uniquement d'électoratisme à courte vue.

Notre politique de « Front Socialiste », qui associe à l'élaboration des réformes de structure politique et économique les forces politiques et syndicales, doit précisément nous permettre de dépasser cette inévitable rançon que les forces sociales payent toujours à leur passé.

Notre tâche est de veiller à ce que les revendications socialistes de la paysannerie soient de plus en plus conscientes de leur nature, de soutenir avec décision tout ce qui va dans le sens de la rupture de la paysannerie avec l'ordre économique capitaliste et d'aider la paysannerie à faire son propre apprentissage : son expérience revendicative, syndicale, coopérative l'amène déjà à retirer sa confiance aux hommes politiques du capitalisme. Le rapprochement qui s'opère entre syndicats ouvriers et paysans en est le plus sûr indice. Mais le chemin qui mène de la parcelle à l'organisation des marchés est plus court que celui qui amène à changer de bulletin de vote. Nul ne saurait s'en étonner : c'est l'existence sociale des hommes qui détermine leur conscience sociale et non l'inverse ; il est normal que la prise de conscience ECONOMIQUE précède — et d'assez loin — la prise de conscience

Lors de la « bataille de l'artichaut » un courtier en légumes, membre de la S.F.I.O., est venu dire à Tanguy-Prigent dans le bureau du P.S.U. de Morlaix : « Décidément, Tanguy, te voilà aujourd'hui avec les cléricaux contre moi, socialiste... » Et Tanguy a eu raison de lui répondre : « entre le paysan exploité, même s'il est clérical, et son exploiteur, même si celui-ci se proclame socialiste, je choisirai toujours d'être avec l'exploité contre l'exploiteur... »

A la recherche d'une ouverture politique

NATURELLEMENT, les engagements politiques, les influences qui s'exercent sur tels ou tels des cadres de la paysannerie contribuent à masquer les solutions. Nos militants, par exemple, doivent exa-

miner en toute lucidité le rôle joué par le M.R.P. au cours de cette lutte. Pourquoi spécialement le M.R.P. ? Parce qu'il est aujourd'hui la seule force politique qui gagne du terrain dans les campagnes. Les jeunes cadres paysans, issus de la J.A.C., sont restés longtemps à l'écart de ce parti, trop souvent compromis avec les notables ruraux. Au Congrès d'Evian, le M.R.P. a effectué un sérieux virage qui l'a amené à laisser les coudées plus franches à son équipe de « Jeunes Turcs » socialistes. Bien des facteurs y ont contribué : le passage à l'U.N.R. de beaucoup de ses notables sympathisants, le départ de ses éléments les plus droitiers, regroupés autour de la « Démocratie Chrétienne » de Georges Bidault, sa position ambiguë à l'égard du régime gaulliste : un pied dedans, qui permet de laisser espérer le grignotage de quelques positions économiques, un pied dehors, pour faire figure d'« opposition sociale ».

Qu'on ne s'y trompe pas : l'adhésion récente au M.R.P. d'un certain nombre de militants des Jeunes Agriculteurs, ex-Jacistes, n'a pas grand chose à voir avec les « impératifs de la hiérarchie », comme le croient certains camarades trop enclins à prendre au sérieux le monolithisme du « bloc catholique », comme d'autres (souvent les mêmes) croient « dur comme fer » au monolithisme du Parti Communiste. La vérité est que beaucoup de jeunes cadres du mouvement paysan, socialement et économiquement beaucoup plus à gauche que ce parti petit-bourgeois, ont choisi cette voie d'accès au politique par ce qu'ils appellent « souci d'efficacité ». Très exactement comme avant la guerre beaucoup de militants paysans coopérateurs adhéraient au Parti Radical. (C'est d'ailleurs là un symptôme : en fait, dans sa structure comme dans son idéologie, le M.R.P. s'est installé dans la peau du Parti Radical d'avant-guerre ; seule sa position scolaire, tout aussi électoraliste que celle du Parti Radical, mais en sens inverse, est différente).

Pour n'être pas ce que pensent certains de nos camarades, cette évolution n'en est pas moins dangereuse. Certes elle marque l'affaiblissement de la fraction la plus réactionnaire du corps électoral français, le parti des Indépendants et « paysans ». Et il ne faut pas oublier que c'est pour chasser ceux-là de leurs positions que beaucoup de jeunes ruraux de gauche ont fait ce choix équivoque. Elle a constitué un barrage à l'implantation de l'U.N.R., en dépit de l'énorme popularité dont a joui un instant le Président de la République dans les campagnes. MAIS ELLE AMORCE UN PROCESSUS DE NOTABILISATION de certains cadres dynamiques du mouvement paysan. Car, par la logique même de leur participation à un parti de gouvernement, à un parti qui a depuis longtemps renoncé à toute perspective de REELLES REFORMES DE STRUCTURE, ils peuvent être amenés à ne plus apprécier correctement la dialectique de la lut-



Trois dirigeants du Cercle National des Jeunes Agriculteurs. De gauche à droite : MM. DENEU, Président, DEBATISSE, Secrétaire Général et LEBRAS, Président pour le Finistère. A.D.P.

cialisme

te de masse et de la négociation dans le mouvement syndical. Ils peuvent être amenés à ne plus sentir au rythme même de leurs propres masses.

Si le tempérament populaire d'un Bernard Lambert, solidement encadré par une équipe syndicale qui a refusé de s'engager dans le parti qu'il représente à l'Assemblée, l'a protégé de telles erreurs, il n'en est pas de même chez tous. Les hésitations devant la tournure des événements de Bretagne, une certaine propension à prendre au sérieux les intoxications gouvernementales — auxquelles, il est vrai, certains de nos camarades ont eux-mêmes été provisoirement sensibles —, plus encore, l'incompréhensible attitude de certains dirigeants du C.N.J.A. dans le Centre, désapprouvant les manifestations organisées par le Comité de Guéret, en alléguant que « les discussions avec M. Debré font plus avancer les choses que des barrages » (3) puis s'y ralliant in extremis, sont les fâcheux indices de cette « politique de collaboration avec le pouvoir » et nos fédérations du Centre ont eu raison de mettre en garde contre de telles illusions. Nous ne pensons pas qu'on ne puisse rien arracher de ce pouvoir; comme tout pouvoir bourgeois, et quelle que soit la fraction de la bourgeoisie qu'il représente, il est obligé de tenir compte du rapport politique des forces. Mais seule la lutte peut être l'instrument de ces conquêtes.

Les faits d'ailleurs l'ont prouvé, et ils doivent permettre de liquider les tentations opportunistes. Car l'évolution du mouvement paysan est aujourd'hui trop profonde pour être à la merci de quelques hésitations. Ceux qui ne suivraient pas le courant qu'ils ont largement contribué à créer risqueront fort d'être submergés.

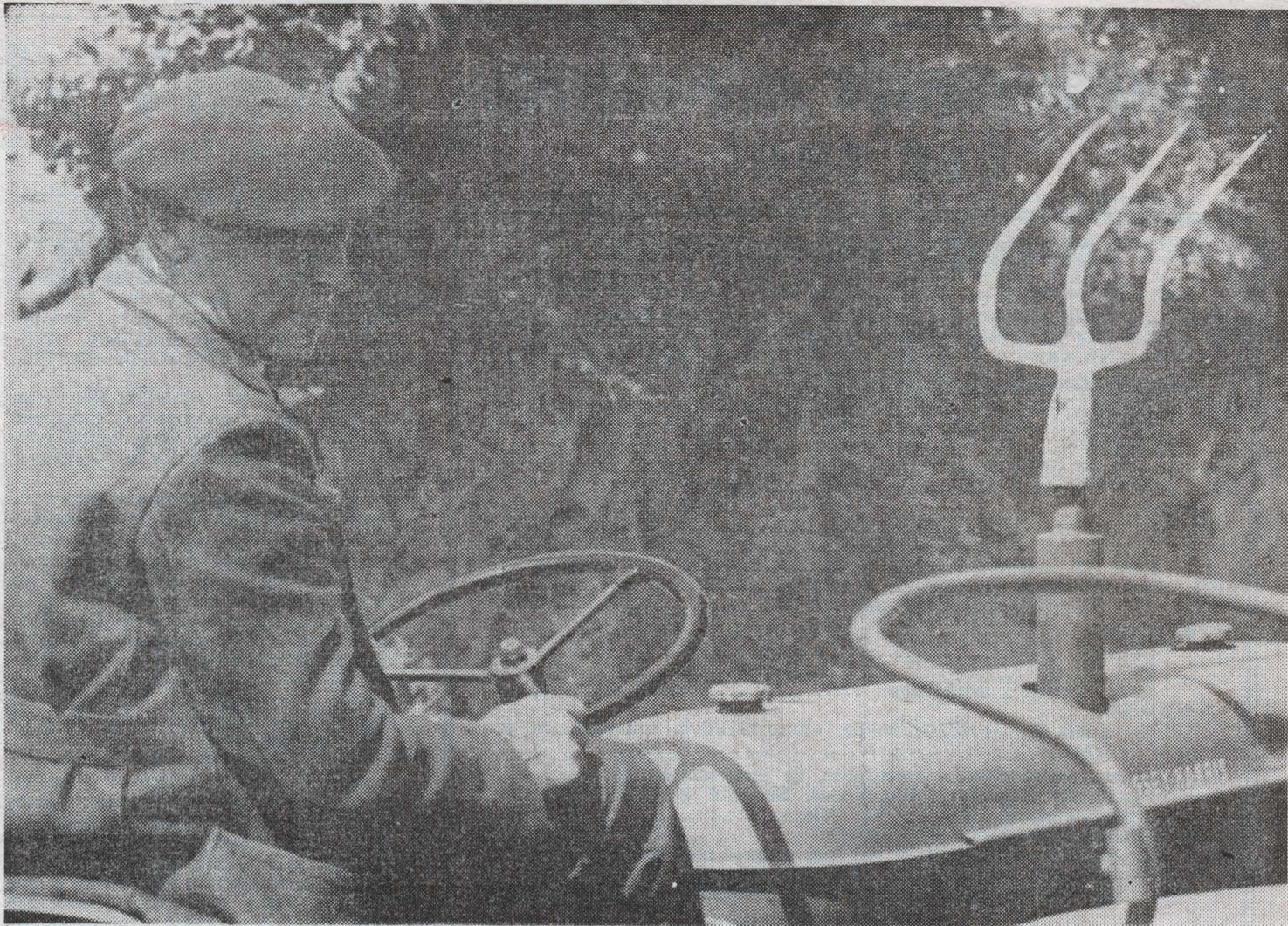
Comprendre la paysannerie

LE P.S.U. a réagi avec vigueur à des événements qui ne pouvaient le surprendre. Les initiatives immédiates prises par le Bureau National, les conférences interfédérales qui, les deux dimanches des grandes journées, ont mobilisé à Saint-Brieuc, à Clermont-Ferrand, à Montauban et à Nîmes les fédérations du Parti intéressées par la crise agricole, l'édition immédiate d'affiches régionales précisant nos positions, l'activité de nos militants au sein des organisations agricoles, particulièrement dans le Centre, le Sud-Ouest et l'Ouest, les initiatives prises en vue d'assurer aux organisations paysannes l'appui des syndicats ouvriers, tout cela est positif. Cette rapidité de réflexes illustre le tournant que le C.P.N. des 13-14 juin a manifesté en ce qui concerne l'action du Parti et ses méthodes de travail.

Mais il s'en faut pourtant que notre action soit partout à la hauteur de nos responsabilités. Beaucoup de nos fédérations qui ont rédigé de glorieux programmes agricoles pour le jour où le socialisme sera au pouvoir, et s'indignent de ce que le Parti n'ait pas encore élaboré un programme agricole minutieux, circonstancié et décisif, manifestent de curieuses réticences à l'égard des formes « confuses » de l'action paysanne. Eh oui, la vie est plus complexe qu'un cours d'histoire. Ce n'est que dans le mouvement des masses que se dégagent les idées-forces qui sont le véhicule des transformations sociales. C'est en luttant avec les masses paysannes que nous apprendrons les chemins de leur prise de conscience.

Beaucoup de nos fédérations souffrent d'une véritable déviation « jacobiniste » : on attache plus d'importance à telle prise de position « politique » qu'aux réalités nouvelles que dégage la vie sociale. Les camarades du Puy-de-Dôme qui ont hésité à soutenir le militant paysan qui, dans le canton de Lejoux, a battu le député indépendant du cru sur la base d'une critique de la politique agricole réactionnaire du gouvernement et ont préféré, par souci « d'unité », soutenir le candidat du P.C. (instituteur) indument maintenu au 2^e tour, n'avaient pas compris que l'essentiel n'était pas l'étiquette, mais le contenu.

Les militants ouvriers qui ont hésité à organiser des meetings communs



« Le chemin qui mène de la parcelle à l'organisation des marchés est plus court que celui qui mène à changer de bulletin de vote. » A.D.P.

avec la F.N.S.E.A., sous prétexte de la personnalité réactionnaire de certains de ses dirigeants, ont oublié qu'ils faisaient par là même leur jeu, qu'ils isolaient les éléments avancés de la paysannerie dans le corporatisme.

Nos fédérations peuvent aussi se demander si elles ont fait l'effort nécessaire pour assimiler les problèmes de la paysannerie, si elles ont vraiment fait l'analyse des caractères novateurs du mouvement. Disons nettement que le fait qu'on ait préféré, dans nombres de cantons ruraux, présenter des éléments étrangers à la paysannerie, mais « membres du Parti », plutôt que d'assurer le soutien de syndicalistes paysans proches de nous, mais ne voulant pas s'engager sur TOUTES les positions du Parti, manifeste, pour le moins une, certaine étroitesse de vue.

Le soutien d'un petit paysan, luttant concrètement contre le capitalisme à la campagne, fait plus avancer le socialisme que les traditionnels systèmes pratiqués par le P.C. pour des notables prêts à signer toutes les déclarations voulues, quitte à les oublier le lendemain.

Ces erreurs qui entravent considérablement la formation du futur Front Socialiste sont trop souvent le reflet d'une réticence du Parti devant l'action de masse, réticence qui se camoufle derrière des « puretés doctrinales » bien étriquées.

Approfondir les problèmes de la paysannerie en crise, éclairer les perspectives non par de grandiloquentes déclarations de principe mais par le souci de détecter ce qui pousse le mouvement vers la mise en question du régime économique, trouver les formes d'action concrètes — notamment en matière d'organisation économique — pour lier le mouvement paysan et le mouvement ouvrier, — sont des tâches permanentes.

Et, complémentarément, ne pas hésiter à dénoncer les tentatives « d'aménagement » ou, au contraire, les démagogues qui, au lieu d'aider à la prise de conscience des masses paysannes, entretiennent chez elles des illusions néo-poujadistes. Il est clair par exemple que, autant nous devons dénoncer les perspectives gouvernementales d'opérer par le laisser-faire des « lois économiques » la liquidation des exploitations non-rentables, autant nous devons nous opposer avec vigueur à la mystification à laquelle se livrent certains avec la « défense de la petite propriété ».

Mais surtout il faut briser en nous-même l'étroitesse et le sectarisme. Nous avons, pour faire triompher le socialisme démocratique, à apprendre beaucoup de choses à la paysannerie, mais nous avons aussi à apprendre d'elle.

Serge MALLET.

(1) Dernière parution de « l'Encyclopédie française », Tome IV : Des syndicalistes parlent... »

(2) Maurice Thorez, en Août 1936.

(3) Communiqué publié par le journal La Montagne du 25 juin.

LANGUEDOC

Les vigneron s'organisent

La situation des petits et moyens vigneron du Languedoc n'a jamais été aussi mauvaise depuis 1907. Les conditions de vente de leur récolte ne leur permettent plus de vivre ni de cultiver normalement.

Leur mécontentement, longtemps contenu, a éclaté les 27 et 28 juin.

Le mouvement s'est déclenché dans l'Hérault à l'appel de la Ligue des Petits et Moyens Viticulteurs agissant en accord avec le Comité de Guéret. Il a été puissant et dur dès le début; arrêt pendant 24 h. du trafic par route et rail, heurts entre manifestants et C.R.S. Il a contraint à l'action la Confédération Générale des Vignerons du Midi, (C.G.V.M.), organisation viticole « traditionnelle », dirigée par de gros exploitants équipés de manière moderne, qui ne représentent pas les intérêts de la masse des vigneron.

La C.G.V.M. a cherché à s'assurer le contrôle du mouvement. Pour le 28, a été lancé un mot d'ordre de rassemblement à Narbonne pour barrer les routes, qui a été largement suivi.

Mais le cadre de l'action prévue a été dépassé : les barrages de la voie

ferrée, non prévus, ont relayé ceux de l'Hérault, les barrages routiers ont duré jusqu'à 17 h. au lieu de 11 h.

Deux manifestations ont eu lieu à 11 h., le Président de la C.G.V.M. sous la pression de la foule, a été conduit à la Sous-Préfecture pour y exprimer le mécontentement des viticulteurs.

A 18 h., après la levée des barrages, devant la carence des responsables de la C.G.V.M., dépassés par les événements, notre camarade Huc, conseiller général de Narbonne, vigneron lui-même, soutenu par les militants P.S.U., a pris la tête des manifestants et, conduisant une délégation de maires des villages du Narbonnais et de petits et moyens viticulteurs, est allé dire au Sous-Préfet que le mouvement revendicatif de la journée était un avertissement; qu'il serait renouvelé si satisfaction n'était pas donnée rapidement aux revendications des vigneron.

La masse des petits et moyens viticulteurs du Languedoc a pris conscience de sa force et a reconnu ses vrais défenseurs. Le P.S.U. est présent dans leur lutte pour le droit à une vie meilleure.

APPEL DES FÉDÉRATIONS P.S.U.

Les Fédérations du P.S.U. de l'Aude, l'Hérault, le Gard et les Pyrénées-Orientales ont diffusé, à l'occasion des manifestations des viticulteurs, un tract commun dont nous extrayons l'appel final adressé aux petits viticulteurs.

« ILS DOIVENT REAGIR, en se sauvant eux-mêmes, par la création de Coopératives d'utilisation de matériel agricole (dont le principe a été défini par notre ami Tanguy-Prigent, alors Ministre de l'Agriculture) qui doivent permettre d'employer le gros matériel, rapide et efficace et de solliciter l'aide de l'Etat pour cet équipement de la Nation.

ILS DOIVENT DEMANDER LA PLANIFICATION complète de l'économie viticole à l'échelle nationale :

— Pour conserver au Midi, chaud et sec, sa vocation viticole.

— Pour permettre aux parcelles à faible rendement et trop morcelées de nos côtes, inadaptées aux tracteurs lourds, de survivre, en leur accordant pour leurs bons vins à degré élevé un prix nettement supérieur, évitant ainsi à ces régions de poursuivre leur transformation en déserts.

ILS DOIVENT EXIGER ENFIN la mise en place d'un organisme, office ou centre régulateur :

— permettant d'établir, d'après les prix de revient, des prix rémunérateurs pour les producteurs et adaptés au pouvoir d'achat des consommateurs.

— prévoyant également les stockages, exportations, distillations et assurances contre les calamités, nécessaires pour équilibrer l'économie viticole. »

Renault : Le Pouvoir contre les Travailleurs

Depuis vendredi, les 60.000 personnes qui travaillent chez Renault sont en vacances. Il y a peu de chances qu'ils oublient leurs dernières semaines à l'usine. La suppression de la prime de bilan, les débrayages, les menaces de la direction, le lock-out de Flins, ne seront sans doute pas oubliés à la rentrée et Renault qui, après avoir été l'entreprise pilote des mouvements revendicatifs, était devenue, depuis quelques années un secteur calme, pourrait bien, dès l'automne, retrouver son ancienne réputation.

Notre camarade Lucien Rioux est allé enquêter sur place :

Il a fallu le lock-out de Flins pour que le public apprenne la reprise de l'agitation aux usines Renault. Pourtant, il y a un bon mois que les premiers mouvements se sont déclenchés. Ils touchent d'abord quelques services, comme l'outillage. La Régie doit sortir à l'automne son nouveau modèle et l'outillage est surchargé de travail. Tout doit donc être préparé rapidement. Pour le personnel, la période est bonne pour revendiquer. La direction, pressée par le temps, se trouve en état d'infériorité.

L'action est menée sous forme de courts débrayages tournants. La participation est bonne, la combativité élevée. Un premier sommet est atteint lors de la journée nationale revendicative de la métallurgie lancée le 7 juin par la C.G.T. et la C.F.T.C. Depuis, chaque jour, un atelier ou plusieurs sont bloqués par des arrêts de travail de l'ordre d'une demi-heure ou d'une heure. Le 13 juin, la direction publie à Flins une première note menaçante sur les débrayages tournants : aucun résultat. Dans un département, en effet, l'agitation a payé. Les fraiseurs sur grosses machines ont obtenu une augmentation horaire de 20 francs. Malgré tout, bien que leur nombre augmente constamment, les débrayages n'atteignent pas l'ensemble du personnel. Seuls les professionnels et les mensuels — techniciens et dessinateurs — paraissent s'être engagés à fond.

Le 23 juin, chacun des agents de la Régie est informé par lettre personnelle de la suppression de la prime de bilan. Cette prime, liée aux bénéfices, est versée traditionnellement à la veille des congés. Les ouvriers l'ont prévue dans leur budget de vacances. Celui-ci se trouve donc brusquement réduit de 20 000 francs. Colère générale : les ouvriers ont l'impression qu'on s'est moqué d'eux. Spontanément dans plusieurs ateliers, le personnel débraye. La C.G.T., largement majoritaire dans l'entreprise, décide de lancer une série de grèves tournantes surprises. La C.F.T.C. et Force Ouvrière qui craignent que cette tactique entraîne la direction à sanctionner les militants et à lock-outer le personnel, proposent un mouvement d'ensemble, notamment lors du débrayage général des mensuels le 28 juin. Devant le refus cégétiste, leurs militants se bornent à participer aux actions par atelier, ce qui provoque une polémique C.G.T.-C.F.T.C., la première accusant la seconde de briser l'action. Des tracts circulent, publiés par quelques groupes d'ouvriers d'extrême-gauche — trotskystes — préconisant la « grève bretonne ». Il s'agit de bloquer les transports de pièces d'un atelier à l'autre. Cette tactique connaît un début d'exécution (mais la C.G.T. s'y oppose).

Devant l'agitation qui monte, la direction est inquiète, désorientée. Elle ne s'attendait pas à une telle réaction. La proximité des vacances, les récents licenciements, les réductions d'horaires, lui apparaissent comme susceptibles de maintenir le calme. Le calme a disparu ; la direction multiplie les avertissements. Chaque gréviste reçoit des lettres menaçantes. Une affiche est apposée, affirmant : « La direction tient à préciser que dans l'impossibilité absolue d'accorder une « prime de bilan », aucune action, quelles qu'en soient les formes, ne pourra l'amener à modifier sa décision. Les mouvements actuels, qui tendent à désorganiser systématiquement la production ne constituent pas une grève, mais des actions illégales... Toute participation à des grèves tournantes fera l'objet de sanctions pouvant aller jusqu'au licenciement... Des

mesures plus graves pourront être prises qui causeraient un préjudice important à l'ensemble du personnel. » En fait, le lock-out est annoncé à plusieurs reprises par la direction.

La C. G. T. contre le pouvoir gaulliste

Rue Yves-Kermann à Billancourt. A l'entrée de la lugubre petite cour, devant les bicoques sales qui servent de permanences syndicales, quelques ouvriers regardent un tableau noir. A la craie, les responsables C.G.T. viennent d'y inscrire la liste des dernières actions menées dans les usines de la Régie. « Nous nous attendions un peu à un lock-out, dit un ouvrier, mais sans trop y croire. Certains disaient : la direction n'osera pas lockouter ; les C.R.S. sont occupés ailleurs, avec les manifestations paysannes ».

Au Mans :

Méthodes fascistes

Alors qu'elles cessaient à FLINS et à BILLANCOURT, les grèves tournantes continuaient à l'usine mancenne de la Régie, au début de la semaine écoulée.

Entrainant les outilleurs dans un mouvement enthousiaste qu'applaudissaient les ouvriers des autres ateliers, notre camarade ROMAGNE, secrétaire de la section C.F.T.C. relançait le mouvement et se voyait appuyé par la C.G.T.

« Courageusement » la Direction générale mit à profit la semaine de la fermeture de l'usine pour licencier ROMAGNE avec la complicité de l'Administration. L'avant-veille au départ en congé du personnel, notre camarade dut aller chercher son compte et ses affaires, escorté de trois surveillants. En tentant ainsi de décapiter une organisation syndicale, en employant des méthodes policières, les dirigeants de la Régie bénéficient sans doute de l'expérience des fascistes de SIMCA. Mais ils prouvent aux travailleurs qu'en régime capitaliste il n'y a aucune différence de nature entre le patronat dit « privé » et celui d'une entreprise nationalisée.

ROMAGNE était l'homme à abattre parce qu'il était le fer de lance de l'action syndicale dans l'usine du Mans et parce qu'il avait crié sa foi dans un régime socialiste devant les travailleurs en grève.

La meilleure réponse qui sera donnée aux uns et aux autres, à la rentrée de l'usine, c'est la déclaration de la section Renault du P.S.U. Elle sera forte de suffisamment de militants, maintenant, pour pouvoir se déclarer, car elle se voit renforcée par les travailleurs qu'indignent la répression de la Régie et les calomnies de ceux qui prétendent monopoliser l'action ouvrière.

En fait, la C.G.T. ne croyait pas aux menaces de la direction, ou tout au moins elle se refusait à en tenir compte. C'est au travers des tracts qu'elle distribue à la sortie des usines, que l'on peut définir sa position. Le 29 juin, un tract est diffusé qui dit :

« Tout le personnel du trust Renault est convaincu que la Régie peut satisfaire les revendications du personnel, mais que Dreyfus qui est dur d'oreille quand les travailleurs lui parlent, applique par contre servilement la politique anti-sociale du gouvernement.

C'est la direction... et le pouvoir gaulliste qui portent l'entière responsabilité de la poursuite des actions et de la désorganisation de la production. Les travailleurs ont en 1960 fabriqué 44 000 véhicules de plus que l'année précédente, c'est sur le résultat du travail de chacun d'eux que le gouvernement de de Gaulle a prélevé 630 000 francs pour faire la guerre d'Algérie. »

Dans un autre tract, distribué le même jour, la C.G.T. remarque : « Il

n'y a pas d'argent ? Il y a bien eu, d'après les chiffres officiels... 10 milliards de chiffre d'affaires de plus qu'en 1959. Et le gouvernement rapace a prélevé 39 milliards d'impôts sur la sueur du personnel. Cette prime... on voudrait aujourd'hui la supprimer alors que tous les records de production de chiffre d'affaires et d'impôts versés à l'Etat ont été battus. La direction est à bout de souffle et ne sait pas comment en sortir. D'autant plus que le pouvoir gaulliste a donné une orientation (sinon des ordres) dans cette affaire : « Ne pas céder » et Debré... a encouragé les patrons, tout récemment, en leur disant : pas plus de 4 % d'augmentation des salaires, pas de réduction d'horaires avec maintien du salaire, augmentez la productivité. Nous vous apporterons tout notre concours ».

Ainsi pour le syndicat C.G.T. toute lutte revendicative est maintenant obligatoirement liée à la lutte contre le pouvoir gaulliste.

La C. F. T. C. contre une

politique folle

Au mur des locaux C.F.T.C. la photo de la future 4 CV. Une main facétieuse a écrit au crayon le nouveau surnom de la voiture : « la Primazéro ». On plaisante même dans les moments difficiles : les lettres menaçantes de la direction ont été transformées en guirlandes et décorent les ateliers. Un militant C.F.T.C. parle : débit rapide, mais phrases claires : « Dans l'attitude de la direction à notre égard, dit-il, on retrouve un côté passionnel qui semblait abandonné depuis des années. Les discussions paritaires ont pris un tour violent, hargneux. Les directeurs imaginent, ou font semblant d'imaginer, que l'agitation actuelle est destinée à les attaquer personnellement. A les entendre, on croirait que les syndicats et les ouvriers participent à un vaste complot qui, à travers eux, vise la Régie nationale. A un camarade qui défendait nos positions, un représentant de la direction lance : « Qui vous paie ? ». Bien entendu la réponse est venue : « Pour l'instant, vous ! Et cela n'est guère satisfaisant ».

« Cela va plus loin. La direction a joué longtemps sa « politique sociale ». Quelques avantages réels avaient été accordés en 1955. Ils sont, pour la plupart dépassés aujourd'hui et les salaires Renault sont inférieurs à ceux payés par de nombreuses entreprises de la région parisienne. Or la direction exige encore de son personnel une reconnaissance pour ce qu'elle a fait jadis. C'est la seule explication que l'on puisse trouver à la lettre de Dreyfus, sinon elle apparaîtrait comme un monument de cynisme ».

Mon interlocuteur parle de la lettre dans laquelle M. Dreyfus, directeur de la Régie, annonce la suppression de la prime de bilan pour cette année. M. Dreyfus y dit en substance : la Régie n'a pas fait de bénéfices en 1961. Cela tient aux difficultés extérieures, à la chute des exportations. Cela tient aussi au fait que, malgré ces difficultés, Renault n'a pas hésité à attribuer une somme de 2 milliards de francs au Fonds de Régularisation des Ressources, somme qui a permis au personnel de mieux supporter les réductions d'horaires. M. Dreyfus affirme : « On entend beaucoup parler des 45 heures payées 48 h. A la Régie, grâce au Fonds, nous avons déjà, à Billancourt et à Flins, les 45 heures payées 46 h. 50... et au Mans et à Orléans, les 42 h 50 payées 45 h 25... Il n'est donc pas niable que, dans les faits, l'intervention du Fonds va dans le sens de l'allègement du travail avec compensation de la ressource » ; et plus loin, il écrit : « la politique sociale de la Régie continue ».

Mon interlocuteur poursuit : « M. Dreyfus est peut-être sincère, il croit peut-être à ce qu'il écrit et notre lutte actuelle doit lui apparaître comme une trahison. Nous attaquons la Régie alors qu'elle est en difficulté. Mais nous ne pouvons admettre son raisonnement. La production a augmenté l'an dernier, du fait surtout de l'accélération des cadences », et cela malgré les licenciements et les réductions d'horaires. Si la Régie connaît quelques difficultés, on ne peut les attri-

buer à un travail insuffisant du personnel. La direction a commis de graves erreurs : production tournée vers l'exportation, vers les Etats-Unis. Notre syndicat avait vu le danger, il avait alors émis des réserves. On n'en a pas tenu compte. Aujourd'hui encore, la Régie poursuit une politique aussi hasardeuse. Elle continue à investir des sommes importantes ; elle participe à la politique anarchique des constructeurs d'automobiles, politique qui aura pour résultat de mettre sur le marché mondial dans les années qui viennent un nombre de véhicules largement supérieur à la demande.

S'il y avait cogestion à la Régie, si le personnel intervenait dans les décisions, la position de la direction pourrait se comprendre. Pas dans les conditions actuelles : le personnel ne doit pas payer des erreurs commises par d'autres. Alors, rageuse, impuissante, la direction menace, sanctionne. Au Mans, un délégué CFTC, Remagné, est licencié pour avoir organisé une manifestation dans l'usine ; un délégué C.G.T. est mis à pied pour trois jours. Le climat est devenu très lourd ; chaque militant s'attend à être sanctionné. Quand un de nos camarades nous téléphone d'une usine de province, on entend un déclin dans l'appareil : sans doute la table d'écoute. Tout cel c'est l'envers de la politique sociale de la Régie ».

Lucien RIOUX

A Nantes :

Progrès C.F.T.C.

Une étude publiée par l'Union des métaux C.F.T.C. de Nantes indique une progression nette de la Centrale aux élections professionnelles au cours des dix dernières années. Selon les statistiques citées, qui portent sur les douze plus importantes usines métallurgiques de la région, la C.F.T.C. a doublé, depuis 1951, le nombre de ses délégués (de 53 à 111 sièges) et a presque doublé le pourcentage de ses voix (de 21,3 % à 41,2 %). Elle a mordu aussi bien sur la C.G.T. (qui est passée de 57 % des suffrages à 44,6 %) que sur Force Ouvrière (1951 : 14 % ; 1961 : 7 %).

Est-ce à dire que ce progrès coïncide avec une augmentation de l'influence chrétienne ? Cela ne semble pas. En votant pour la C.F.T.C., de nombreux ouvriers entendaient marquer leur appui à une politique syndicale nouvelle, plus proche des réalités, moins démagogiques. On ne doit pas oublier, en effet, que la région nantaise est un des fiefs de la gauche C.F.T.C. et que, en même temps que sous l'impulsion de Gilbert Declercq, la centrale adoptait son programme « pour une planification démocratique ». L'Union locale répareit un plan de développement économique de la région et fixait ainsi des objectifs concrets aux luttes ouvrières.

Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

• Rédaction :

8, rue Henner
Paris (IX^e)
FIG. 65-21 - TRI. 28-48

• Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris (XV^e)
SUF 19-20

C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois	5 NF
6 mois	10 NF
1 ans	19 NF
Soutien	30 NF

— Directeur Gérant : Roger CERAT —

I.R.B., 60, rue René-Boulanger, Paris-X^e

— Travail exécuté —
par des ouvriers syndiqués

Le pétrole sera-t-il source de prospérité ou de guerre ?



Une tyrannie débonnaire... et généreuse

L'accalmie que connaît actuellement l'affaire de Koweït ne doit pas nous tromper : le dossier Koweït est ouvert, et ne sera pas refermé avant longtemps ! Que contient-il ?

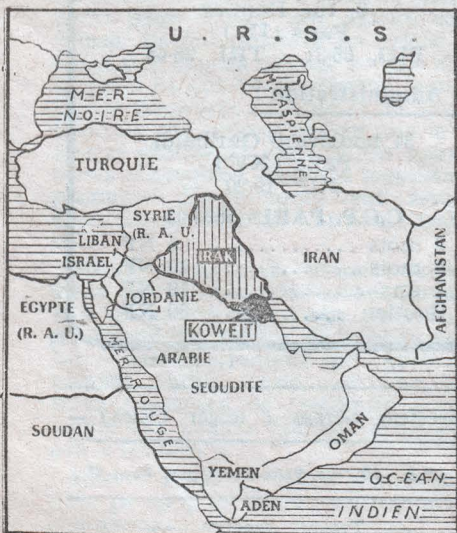
D'un côté, du pétrole qui fait la fortune des féodaux et des quelques milliers de Bédouins de Koweït en même temps que celle de la « Koweït Oil Company », et qui couvre 40 % des besoins de l'Angleterre en carburant ; de l'autre, les ambitions rivales des dirigeants arabes qui ne voient pas sans amertume ce fleuve d'or qui coule à leurs portes et s'en va vers l'Occident.

Koweït est à un défi à la misère arabe, et il est étonnant que ce défi soit resté si longtemps sans réponse : mais la réponse est venue, et le statu quo n'y résistera pas longtemps.

Le territoire de Koweït, c'est 22.000 km² de sable et de cailloux brûlants, avec 200.000 habitants, et une seule ville, le petit port de Koweït, où végétaient, il y a quelques années, pêcheurs de perles et pirates. La découverte et la mise en exploitation du pétrole, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, ont plaqué sur ce désert immeubles en béton et routes en ciment, aéroports et raffineries ultra modernes. Aujourd'hui Koweït est le 4^e producteur et le 2^e exportateur mondial de pétrole.

	% par rap. à la product. mondiale	Millions de tonnes
Etats-Unis	40 %	354
Venezuela	17 %	148
U.R.S.S.	11 %	98
Koweït	9 %	80
Irak	6 %	50

Les gisements de Koweït sont exploités par la « Koweït Oil Company », au sein de laquelle sont associées la « British Petroleum » et la « Gulf » américaine. Ils sont particulièrement rentables : un puits à Koweït débite 16.000 barils par jour, alors qu'un puits américain débite 1.000 fois moins dans le même temps ; aussi le puits de



Koweït est amorti en une semaine et rapporte ensuite 10 millions de dollars par an. D'autre part, les réserves de Koweït sont encore plus importantes par rapport aux réserves mondiales que sa production par rapport à la production mondiale : 16 % des réserves de pétrole du monde.

Un énorme magot

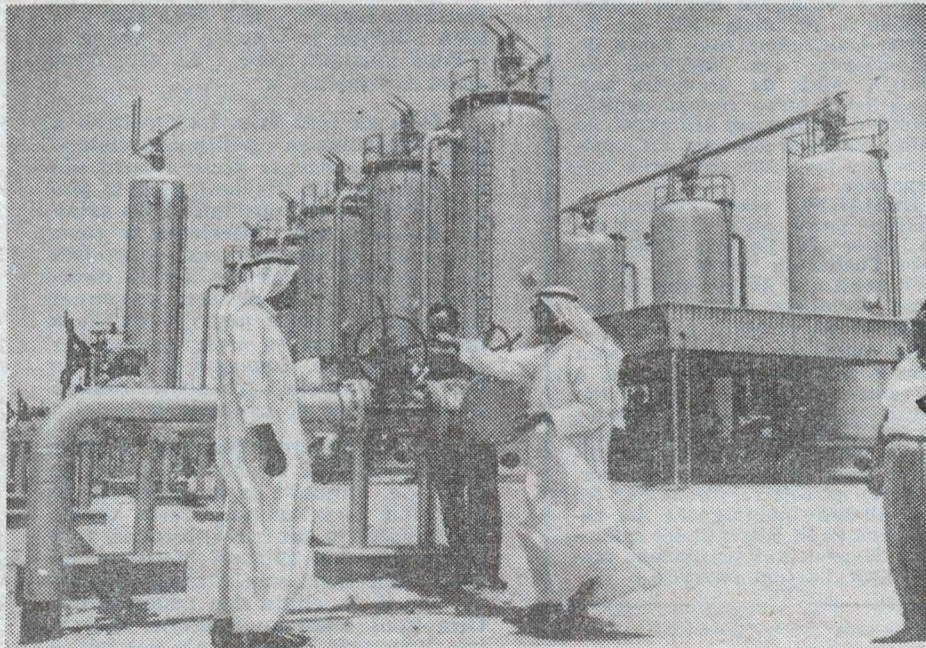
La « Koweït Oil Company » peut donc à la fois s'assurer de fructueux bénéfices et inonder de « royalties » le territoire de Koweït. Pour la seule année 1960, les redevances qu'elle a payées à l'Emir se sont élevées à 150 millions de livres, soit 2 milliards de nouveaux francs, ce qui assure aux habitants un revenu annuel par tête de 1 million d'anciens francs, qui est parmi les plus élevés du monde. Aussi le principal problème économique qu'affronte l'Emir est de savoir comment employer ces revenus. Actuellement, 20.000 voitures américaines circulent sur 400 km de routes ; l'Emirat compte trois fois plus d'écoles et d'hôpitaux qu'il n'en faut pour sa population ; réfrigérateurs, installations à air conditionné abondent à Koweït, et ont pénétré jusque dans les campements des Bédouins, tandis que dans les palais des cheikhs et des émirs, s'entasse une fortune fa-

On conçoit qu'un trésor si exposé ait fini par tenter les Etats arabes voisins, dont les peuples crient famine.

Il ne faut pas s'attarder sur les « arguments » juridiques qu'a inventés le général Kassem, chef de l'Etat Etat indépendant protégé par la Grande-Bretagne ; l'Irak acquit son indépendance en 1920, mais attendit 40 ans pour revendiquer son petit voisin : il est vrai qu'alors il n'y avait pas de pétrole. Celui-ci jaillit au lendemain de la guerre : il aura fallu dix ans depuis cette date, pour que les Irakiens découvrent l'étroite parenté qui les unit aux nomades de Koweït... à vrai dire, la domination à Bagdad de Noury Saïd et des protégés de la Grande-Bretagne rendait difficile cette découverte ! Reste que, sur le plan juridique, les thèses de Kassem sont entièrement insoutenables.

Le talon d'Achille

La difficulté est ailleurs : pour l'heure le pétrole de Koweït ne profite qu'aux sujets peu nombreux de l'Emir, aux compagnies et à la Grande-Bretagne. En effet, il couvre comme nous l'avons dit 40 % de la



Seize mille barils par jour... dix millions de dollars par an (AGIP)

buleuse : tapis précieux, fourrures, bijoux rares, etc. Et ces dépenses luxueuses entament à peine l'énorme magot que l'Emir dépose chaque année à la Banque d'Angleterre.

Des voisins faméliques

L'Emir est un souverain absolu qui dirige à la fois l'administration et l'économie du territoire. En fait le régime est celui d'une féodalité de cheikhs qui entourent la famille régnante et l'assistent de ses conseils Bédouins du désert et travailleurs des gisements de pétrole, qui touchent leur part du gâteau ne sont pas tentés de secouer une tyrannie à vrai dire débonnaire et en tout cas généreuse. Seule la jeunesse est dans une certaine mesure sensible au prestige nassérien et aux séductions du nationalisme arabe.

consommation britannique de carburant irakien, pour les besoins de sa cause. Ils ne valent rien : Koweït n'a jamais fait partie de l'Irak. A l'heure où l'Irak était encore une province turque, en 1899, Koweït fut placé sous protectorat britannique. En 1914, l'Irak étant toujours turc, Koweït devint un rants. En outre l'Emir dépose à la Banque d'Angleterre la majeure partie de ses revenus : cette somme représente une part non négligeable de la trésorerie britannique.

Koweït est donc un point vital de l'organisme britannique, c'en est aussi un des points les plus vulnérables, le talon d'Achille en quelque sorte. D'où la rapidité et la vigueur de l'intervention britannique la semaine dernière : quelques dizaines d'heures après la proclamation de l'indépendance de Koweït et le discours où le général Kassem menaçait d'annexer le territoire, huit mille soldats, deux porte-avions et plusieurs frégates an-

pareillaient pour Koweït, à l'appel de l'Emir. Mais ces mesures ne font qu'empêcher l'irréparable ; elles ne retarderont guère les réformes qui s'imposent au sujet du statut de Koweït.

Un fonds d'investissement commun...

Il est en effet inadmissible que les redevances payées par la Compagnie servent à couvrir les dépenses somptuaires de l'Emir et de ses quelques sujets alors qu'à quelques dizaines de kilomètres de là, grouille la foule famélique des villes irakiennes, alors que dans tout le Moyen-Orient, le fellah se consume de faim, de misère et d'épidémie.

La vraie solution consisterait sans doute à transformer les richesses de Koweït en Fonds d'investissement commun pour les pays arabes. Le tort de Kassem, c'est d'avoir refusé de poser le problème de cette façon, d'avoir voulu garder pour son pays tout le Pactole de Koweït. Kassem calculait que la production pétrolière de Koweït ajoutée à celle de l'Irak ferait de lui le 1^{er} exportateur mondial de pétrole et le maître du marché mondial des carburants. Mais un tel renforcement de sa puissance ne pouvait laisser indifférent ses voisins arabes : tour à tour la R.A.U., la Jordanie et l'Arabie Séoudite ont protesté contre l'impérialisme irakien, et se sont déclarées prêtes à défendre Koweït. C'est cette hostilité générale du monde arabe qui a paralysé Kassem. Sans doute, la solidarité arabe s'est-elle reconstituée pour condamner l'intervention britannique, et à cette occasion, les ministres du Colonel Nasser n'ont pas été les moins véhéments, « oubliant » qu'il n'y aurait pas eu d'intervention si Nasser avait refusé de livrer le passage du Canal de Suez aux bateaux de guerre britanniques...

... Première réalisation concrète de l'unité arabe

Le débat sur Koweït aux Nations-Unies n'a donné aucun résultat ; mais l'affaire n'est pas close : il faut souhaiter que les dirigeants arabes s'unissent pour trouver une solution raisonnable et profitable à leurs peuples. Cette solution devrait garantir à la Grande-Bretagne son ravitaillement en pétrole, afin de ne pas la contraindre à l'intervention en la menaçant d'asphyxie ; mais elle devrait restreindre les bénéfices de la compagnie en augmentant les redevances, et faire de ces redevances un Fonds de Développement et d'Investissement commun aux pays arabes, gérés par eux pour alimenter leurs budgets d'équipement. Les Anglais et l'Emir ont déjà laissé entendre qu'ils se résigneraient à des mesures de ce genre : souhaitons que les Etats arabes sachent faire taire leurs divergences et mettent en œuvre en commun un tel statut, qui serait une des premières réalisations concrètes de l'unité arabe, et éviterait l'apparition d'un nouveau foyer de tension dans le monde, qui en est déjà trop largement pourvu.

Bernard FRESNEAU.